

## **DECLARATION TARIFICATION DU CARBONE**

Le changement climatique, qui constitue l'un des plus grands défis mondiaux, menace les progrès de décennies de développement.

Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) indique clairement qu'il est important d'imposer un prix aux émissions de carbone pour contribuer à contenir la hausse moyenne des températures mondiales à deux degrés Celsius au dessus des niveaux préindustriels.

En fonction des circonstances et des priorités de chaque pays, il est possible d'opter pour différents instruments de tarification pour réduire efficacement les émissions; ce sont par exemple les systèmes d'échange de quotas nationaux, les taxes carbone, et/ou les paiements au titre des réductions d'émissions.

Des mesures sont engagées par différents États. En 2014, on compte quelques 40 gouvernements nationaux et plus de 20 instances infranationales qui ont instauré des taxes carbone ou des régimes d'échange de quotas d'émission. Ces pays représentent plus de 22 pour cent des émissions mondiales. De nombreux autres pays et instances gouvernementales travaillent à l'introduction d'une tarification du carbone. L'ensemble des pays concernés représente plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES).

Le secteur privé n'est pas en reste. Des entreprises toujours plus nombreuses opèrent dans un contexte de tarification du carbone et elles développent leur expertise dans la gestion de leurs émissions. D'autres définissent des objectifs de réduction d'émissions dans 2013, plus de 100 entreprises du monde entier ont publiquement intégré le développement propre (MDP) qu'elles utilisent déjà la tarification du carbone dans leurs stratégies. Elles considèrent que la tarification du carbone constitue, au vu des coûts et des risques et des opportunités liés à leurs opérations actuelles et à leur développement, un levier important pour réduire les émissions, ce qui les incite à s'y déclarer favorables.

L'élan ne cesse de croître. Nous ne pouvons faire l'économie d'une tarification du carbone. Nous devons mettre en place un ensemble de politiques efficaces pour renforcer l'impact de la tarification du carbone.

Il faut impérativement développer la coopération internationale. Des gouvernements et des entreprises, de manière collaborative, de même que des sociétés s'engagent à travailler ensemble pour concrétiser à plus long terme l'objectif de tarification du carbone dans les politiques nationales.

- consolider les politiques de tarification du carbone en vue d'une tarification plus large et d'une mesure de l'ampleur des défis posés par l'évolution du climat ;
- accélérer et renforcer l'application des politiques actuelles de tarification du carbone pour réduire les risques et les opportunités d'investissement ;
- développer la coopération afin de partager l'information, l'expertise et les meilleures pratiques, l'élaboration et de l'application de mesures de tarification dans les politiques nationales.

Nous invitons les pays, les entreprises et l'ensemble des intervenants concernés à travailler ensemble pour concrétiser à plus long terme l'objectif de tarification du carbone dans les politiques nationales.

